

Camionnage

1° Les transports doivent être effectués par des tiers, des personnes physiques ou morales, dont le centre d'exploitation se trouve dans une commune rurale et qui effectuent des transports publics ou comme prestataires de leur activité principale.

2° La poids du véhicule ne doit pas dépasser dix tonnes, un chiffre s'entendant pour le poids total autorisé en ordre de marche.

3° Les transports doivent être effectués à l'intérieur de la zone constituée par le canton du centre d'exploitation et les cantons limitrophes et avoir pour origine ou pour destination une commune rurale.

Camionnage urbain

1° Les transports doivent être effectués pour des tiers par des personnes dont le centre d'exploitation se trouve dans une commune urbaine.

2° Les transports doivent être effectués dans la zone de camionnage urbain qui comprend le territoire de la commune du centre d'exploitation et des communes limitrophes.

Pour la région parisienne la zone de camionnage urbain, définie par le paragraphe 4 de l'article 63 du décret du 12 janvier 1939, a pour limite les limites administratives des communes ci-après, comprises elles-mêmes dans ladite zone :

Norcy-le-Roi, Etang-la-Ville, Pourges, Chambois, Aigremont, Polisy, Acheres, La Frette, Montigny-les-Cornilles, Beauchamp, Taverny, Saint-Leu-la-Forêt, Saint-Prix, Dammartimont, Ecouen, Villiers-le-Bel, Gonesse, Aubry-sur-Bois, Sevran, Vanjournes, Villeparisis, Le Pin, Bréval-sur-Charleville, Val-de-Marne, Torcy, Lognes, Envermeuville, Pontault-Combault, La Queue-en-Yvelines, Satory, Mandres, Boussy-Saint-Antoine, Epagny-sur-Marne, Brunoy, Montereau, Draveil, Ris-Orangis, Pisy, Méry-la-Sainte-Geneviève, des-Bols, Saint-Michel-sur-Orge, Longpont, Montigny, Noisy, Villejust, Orsay, Bures, Off-sur-Yvette, Villiers-le-Bellé, Châteaufort, Guyancourt, Saint-Etienne-la-Grairie, Bailly.

Le récépissé de camionnage à affecter à chaque véhicule des pétitionnaires est délivré sur le vu des pièces suivantes :

Déclaration d'inscription au registre du commerce en qualité de camionneur rural ou urbain.

Carte grise de chaque véhicule.

Certificat de visite technique du véhicule par le Service des Mines.

Lettre du préfet de Seine-et-Oise du 10 novembre 1940.

DEFINITION DES SERVICES ACCOMPLIS EN OPERATIONS DE GUERRE OU SUR LE PIED DE GUERRE A PARTIR DU 26 JUIN 1940

Article premier. — A partir du 26 juin 1940, sont déclarés accomplis en opérations de guerre donnant droit au bénéfice de la campagne double, les services effectués :

1° Entre le 26 juin 1940 et le 30 octobre 1942 inclus, par les militaires, aviateurs et marins des forces françaises libres, et les militaires, aviateurs et marins français servant dans les armées alliées et sous la condition d'avoir pris part à des opérations de guerre.

2° Entre le 30 octobre 1942 et le 30 octobre 1944 inclus en Grande-Bretagne par les militaires, aviateurs et marins qui y stationnaient, et sous la condition d'avoir pris part à des opérations de guerre.

3° Entre le 6 septembre 1940 et le 28 janvier 1941 inclus et depuis le 8 mars 1941, en Indochine, par les militaires, aviateurs et marins des éléments ayant pris part aux opérations de guerre.

4° Entre le 26 juin 1940 et le 1 novembre 1942 inclus par les militaires, aviateurs et marins de l'Armistice, pour les éléments ayant pris part à des opérations de guerre.

5° Entre le 8 novembre 1942 et le 30 octobre 1944 inclus, en Afrique française par les militaires, aviateurs et marins des unités françaises ayant pris part aux opérations de guerre.

6° Entre le 30 juin 1940 et le 30 octobre 1944 inclus en métropole, par les militaires, aviateurs et marins ayant pris part à la résistance active.

Les conditions dans lesquelles les droits des militaires, aviateurs et marins résidents seront reconnus, feront l'objet d'une instruction particulière.

7° Depuis le jour du débarquement dans chacun des territoires ci-après jusqu'au 30 octobre 1944 inclus :

En Italie, à partir du 18 novembre 1943.

A l'île d'Elbe, à partir du 17 juin 1944.

En Corse, à partir du 14 septembre 1943.

En France, à partir du 6 juin par les militaires, aviateurs et marins servant dans les formations débarquées ou reconstituées sur le territoire libéré.

8° Entre le 21 octobre 1944 et le 8 mai 1945 en France, dans la zone des armées et sous les ordres du commandant en chef des forces expéditionnaires alliées.

9° Sous les tris extérieurs à la France, par les militaires, aviateurs et marins français des formations françaises ou alliées engagées contre les puissances de l'Axe.

10° Entre le 21 octobre 1944 et le 8 mai 1945, dans les formations aériennes engagées, dont la liste est mise à jour périodiquement par instruction du ministre des armées qui fixe les dates déterminant la durée des opérations.

11° Entre le 26 juin 1940 et le 8 mai 1945, à bord des bâtiments de guerre et de commerce ayant participé à des opérations, la liste des bâtiments est mise à jour périodiquement par instruction du ministre des armées qui fixe les dates déterminant la durée des opérations.

Art. 2. — Sont déclarés accomplis, sur le pied de guerre, donnant droit au bénéfice de la campagne double, les services accomplis par les militaires, aviateurs et marins.

1° En mission en pays alliés du 26 juin 1940 au 8 mai 1945 sous réserve que les intéressés ont bénéficié d'un dégrèvement de campagne double au titre de l'article premier de la présente instruction.

2° En France, du 6 juin 1941 au 8 mai 1945.

3° En Afrique française, du 1 novembre 1942 au 8 mai 1945.

4° En pays étrangers sous les ordres d'occupation à partir du 8 mai 1945.

Art. 3. — Les instructions numéros 1537, 1611 du 5 décembre 1940, 2176/1/MA du 20 août 1940, 1119/1/MA du 6 septembre 1940, créant d'avoir droit à la date du 26 juin 1940.

Extrait du 21 novembre 1940. — Journal officiel du 21 novembre 1940.

VOLONTAIRES DE LA RESISTANCE

Les demandes de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance doivent être adressées au Préfet du département de leur lieu de résidence pour les commandants de province.

Les modèles de demandes peuvent se trouver dans les mairies ou au siège de l'Office Départemental des Anciens Combattants, 1 place Cléhy.

PRESTATIONS FAMILIALES

Il est stipulé que la loi du 23 août 1946 (J.O. 23 août) stipule que les différentes prestations ne sont versées que pour les enfants résidents en France, la résidence passagère de ces enfants à l'étranger ne supprimant pas le droit aux prestations si les parents continuent à en supporter la charge. Dans le cas où les enfants seraient pris en charge par des personnes ou bienfaisance, les prestations doivent leur être versées aux lieux et places des enfants.

ALLOCATIONS MILITAIRES

Compte du 1er novembre 1946, les allocations militaires aux familles nécessitent des soutiens indispensables sont sous les drapeaux ou ont été victimes des événements de guerre sont portés de 25 à 30 francs. Les allocations sont portées de 24, 27 et 30 francs, 30, 30 et 35 francs pour les enfants (R. 46-2900) 11 décembre 1946. — J.O. 14 décembre 1946, page 19377.

MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

Les étrangers qui ont fait l'objet du décret du 15 septembre 1940 sur la situation sanitaire de l'étranger d'immigration sont dispensés de produire un nouveau certificat médical de leur demande de carte d'identité de travailleur.

RETRAITE DU COMBATTANT

Il est proposé à l'Assemblée de revaloriser le montant de la retraite du Combattant en appliquant le coefficient 5 au taux de 1939 ce qui porterait cette retraite à 2.650 et 6.500 francs.

MUTATIONS A TITRE GRATUIT

Évadés volontaires dans les Forces Françaises Libres et l'Armée de la Libération. Non application des majorations de 15 % et 25 % (Bulletin de l'Inscription de février 1946).

Les décisions ministérielles des 5 mai 1944, 11 février 1945 et 11 septembre 1945, ont dispensé des majorations de 15 % ou 25 % les prisonniers de guerre, déportés et travailleurs déportés, ainsi que leurs conjoints, lorsque le fait générateur de l'impôt afférent aux mutations à titre gratuit dont ils ont bénéficiés s'est produit, soit durant leur captivité ou leur déportation, soit dans l'armée ayant servi leur pays en France.

Le Ministre a décidé le 4 février 1946, qu'il y avait lieu d'étendre ces différentes décisions au profit des évadés volontaires dans les formations des Forces Françaises Libres et de l'Armée Française de la Libération, et, éventuellement, de leurs conjoints.

Cette mesure est toutefois réservée à ceux des volontaires dont l'engagement a été contracté antérieurement à la libération du territoire métropolitain et prend cours à compter du jour où ces volontaires ont quitté le territoire occupé par l'ennemi ou contrôlé par l'autorité de fait dite « Gouvernement de Vichy », pour rejoindre lesdites formations.

La date à retenir comme point de départ du délai d'un an visé par la décision ministérielle du 11 septembre 1945, précitée, est celle de la cessation effective des hostilités.

Cette décision comporte, en tant que de besoin, un effet rétroactif et autorise, par suite, la révision, sur demande des intéressés, des perceptions déjà effectuées.

Le bénéfice de ladite décision ne pourra être accordé que sous réserve de l'appréciation des justifications fournies, et après examen des requêtes présentées par les intéressés.

En raison de l'affluence du courrier, nous prions nos camarades d'indiquer sur leurs demandes de renseignements le numéro de leur carte de membre, le nom écrit très lisiblement en lettres d'imprimerie, les prénoms et l'adresse exacte et de les accompagner d'un timbre pour la réponse.

ATTESTATION DU GENERAL DE GAULLE

Dans un de nos précédents numéros d'Évadé de France nous avons indiqué à nos camarades que pour l'obtention de cette pièce ils devaient s'adresser au Siège social des F.F.L., Rond-Point des Champs-Élysées, Paris. Contrairement à cette information nos camarades ont adressé à l'Organisme Central des Forces Françaises Libres, 2, rue de Saxe, Paris, qui est seul habilité pour délivrer ce document.

AVIS AUX ANCIENS DE SOBRON

Tous les anciens internes du camp de Sobron sont priés d'assister à l'apéritif qui aura lieu le Vendredi 21 février à 18 h 45 au café « Grand Corona » place de l'Alma. Cette petite réunion a pour but de préparer le banquet prévu pour le dimanche soir 2 mars. Notre secrétaire (officielle) recevra les inscriptions et donnera un droit d'inscription de 300 francs, soit le moitié du prix intégral du repas.

Ceux qui ne pourraient assister à l'apéritif du 21 février, mais désireront participer au banquet adresseront avant le 26 février un mandat de 300 francs à M. Heulay, 1 rue, rue Héroult, Meudon, 15.07.

Le banquet aura lieu le 2 mars au café Robiquet, 39, quai du Point-du-Jour à Boulogne-Billancourt. Porte de St-Claude au autobus 126, station Pont-de-Neuville. Rendez-vous à 18 heures.

Notre camarade M. Dajoux, nous prie de dire à tous nos amis Évadés de France, quelle qu'elle soit d'éprouver sa personne à son fils Paul, décédé à l'âge de 13 ans, le 12 janvier 1946.

NOS SECTIONS

SECTION DE SAINT-JEAN DE LUZ L'ARBRE DE NOEL DES ÉVADÉS DE FRANCE

Extrait du compte rendu du "SUD-OUEST" du 29 janvier 1946

Dimanche après-midi, dans les salons de l'hôtel de Paris, nos camarades à leur disposition par M. Bonjour, propriétaire les Évadés de France ont offert un arbre de Noël aux enfants des leurs. Un magnifique portrait du général de Gaulle est en bonne place. Environ 130 enfants, accompagnés par leur maman, ont répondu à l'appel, et c'est dans une très agréable ambiance que cette charmante réunion se déroule sous la présidence de M. Cou, qu'entouraient le commandant Picot, vice-président, M. Chryslman, secrétaire, MM. Peyreblanque, Robert Lapeyre, etc.

De magnifiques jouets furent distribués, et les gracieuses jeunes filles (guides scouts) l'agrémentèrent d'une récréation par des chants et sketch très appropriés. Elles prêtèrent ensuite leur concours pour le service d'un délicieux goûter.

Au cours d'un petit entracte, M. Cou, Président, prit la parole et, en termes émus, dit aux enfants quelle fierté ils peuvent avoir de leurs pères, qui, répondant à l'appel du général de Gaulle, coururent tous les risques pour aller très loin prendre l'assaut qui libérerait la France.

La réunion devait prendre fin par un petit concours très divertissant, adroitement conduit et récompensé généreusement. Ce petit monde vécut, confortablement installé, de très agréables instants et se retira emportant, outre un excellent souvenir, le plaisir de s'être fait, par les attentions de nos camarades, profondément touchés par cette attention.

Qu'il nous soit, à notre tour, permis de féliciter le comité directeur de la section des Évadés de France de Saint-Jean-de-Luz pour la réussite d'une telle manifestation, des manifestations magnifiques et l'enthousiasme, et de remercier M. Bonjour, toujours profondément attaché aux œuvres philanthropiques, Mme Picot, Mme Tchoire, toutes celles enfin que nous remercions de ne pouvoir citer, qui contribuèrent par leur dévouement à rendre parfaite l'organisation et complet le succès.

SECTION DE CASABLANCA

Nos camarades du Maroc sont informés qu'une permanence de la Section de Casablanca fonctionne tous les mercredis de 14 à 19 h. 30 et tous les samedis de 14 à 19 h. 30 à l'adresse suivante : Passage Tuel n° 65 (avenue d'Amade), à Casablanca.

Prière à tous les camarades de bien vouloir nous préciser sur le talon de leurs mandats la nature de leur vœux (cotisation 1946, cotisation 1947, insigne ou abonnement journal).

RECHERCHES

Recherchant camarade français, arrêté, 18 mois de captivité, ayant eu une excellente éducation sur le « Simon Dubouche » pour reprendre les F.F.L. ayant été arrêté du territoire le 15 avril 1943, à disposition corps et libre.

Tous renseignements doivent être envoyés à l'Évadé de France.

EMPLES FEMININS

Le Service des Transmissions de l'Armée, actuellement en détachement de l'Armée Française, fait appel aux femmes de 18 à 45 ans, pour des emplois de standardistes, télégraphistes et secrétaires-dactylographes.

Les candidates doivent présenter un engagement dans les Transmissions, seront habilitées et payées.

Le traitement en début est fixé à 4.500 frs, avec possibilité d'augmentation dans les trois mois.

Les intéressées ont la faculté d'apprendre en même temps correspondant à leurs aptitudes.

Aucune compensation spéciale n'est demandée si ce n'est l'honneur, l'entraide et l'absence de service.

Se présenter tous les jours ouvrables en uniforme.

Au Lieutenant Deschamps, Responsable féminin des Transmissions, 37 rue du Val-de-Marne, Montreuil à Paris (79).

DEMANDES D'EMPLOIS

M. Mathieu Jean, 101, avenue Mozart, à Paris (16), cherche des traductions de journaux techniques anglais. Si possible de l'anglais technique.

M. Berthier Auguste, 101, route de Versailles, à Champs (S.-et-O.), ingénieur agronome, maraîcher, cherche situation en France, Afrique du Nord ou étranger.

M. Savournin François-Georges, 30, av. de la Marine, à Asnières (Seine), Tél. Gre 15-74. Instruction secondaire jusqu'au baccalauréat sciences-langues. Officier de réserve Ancien fondé de pouvoirs d'une Société Commerciale en A.F.N. Au courant de toutes questions commerciales. Aptitude à une direction ou à un poste de secrétaire général de direction. Connaissances de la langue anglaise. Cherche un poste en pays anglo-saxon, France ou étranger. Représenter dans l'industrie.

M. Allen Jacques, 22, rue Paul-Masson, Perpignan (P.-O.). Main-courantier-réceptionnaire dans l'industrie, cherche situation.

Levillain Claude, 2, rue Lemeroy (14), étudiant, préparant la licence de Mathématiques, Passionné Mathématiques générales. Leçons de Mathématiques toutes classes jusqu'à la première partie de l'enseignement.

M. Jean Jaseux, représentant, Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle), désire entrer en relation avec des camarades fabricants d'articles intéressants spécialement l'alimentation et la quincaillerie, pour représenter dans l'industrie.

Transports toutes distances CAVAILLOLES

11, rue Désirée, Neuilly-Pionnière

Téléphone, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, à Def. 04-61. Demandez M. Vauxelle.

Bus, autres lignes, Nord 59-26 toujours pour M. Vauxelle.

VESTILUX

14, rue de Cléry - PARIS (20)

(Métro Sentier)

se met à la disposition des membres de l'Union des Évadés de France pour leur fournir, dans les conditions avantageuses, des vêtements tous faits et sur mesures, sur présentation de la carte de membre. Le meilleur accueil leur sera réservé.

Points où des textiles indispensables.

T.S.F. — Vente directe à particulier, récepteurs et lampes, toutes ondes. Matériel garanti de premier choix. Remise sur « Évadés de France » sur présentation de la carte de l'Association.

Tous les jours, à partir de 19 heures et samedi matin : A. DEBURE, constructeur, 10, rue Mendelssohn, Paris (20). (Métro : Porte de Montreuil). Expédition en province.

C'EST LE CHIC VALENTIN

RAGLAN 1775? HOMMES DAMES ENFANTS

VÊTEMENTS IMPERMÉABLES
Valentin
LE ROI DES CAOUTCHOUCS
6 Avenue de CLICHY-Métro Cl. Cl. 9h-19h
158 Rue LAFAYETTE Métro G. Nord
LYON ROUEN LILLE

DEMANDEZ
LA MONTRE DE QUALITÉ NIKA
CHEZ TOUS LES BONS HORLOGERS

STACE, 142, rue Amélie, Paris (17)